



Fonction Publique

Le 28 avril, public, privé !

Tous ensemble !

En grève et dans la rue pour gagner !

Depuis plus d'un mois, agents-es de la fonction publique, salari-ées du secteur privé, retraité-es, chômeurs-euses, précaires, étudiants-es, lycéens-ennes, nous sommes mobilisés pour préserver les droits actuels et exiger de nouveaux droits dans le public comme dans le privé.

Solidaires revendique

- La réduction du temps de travail à 32h de jour et 30h de nuit
- L'amélioration des conditions de travail
- Des créations d'emplois de fonctionnaires titulaires (près de 20% de contractuels dans la fonction publique !)
- La reconnaissance des qualifications dans la fonction publique en termes de rémunération
- Un service public facteur de cohésion sociale, et de correction des inégalités, pour son développement et la création de nouveaux services publics (petite enfance, environnement, etc ...)

Certes, des concessions ont été faites suite aux premières mobilisations, en faveur des jeunes principalement, mais elles ne concernent que peu la loi travail. Elles ne suffisent donc pas face à notre exigence d'un retrait pur et simple de la loi régressive sur le travail.

Le gouvernement poursuit son œuvre de démolition !

- Casse des garanties collectives du code du Travail, inversion de la hiérarchie des normes (un accord peut primer sur une loi !), attaques contre le statut des fonctionnaires avec la déclinaison du non accord PPCR, ou encore le projet du Compte Personnel d'Activité individualisé.
- Remise en cause des 35h, flexibilité.
- Politique salariale régressive : le point d'indice à +1,2% dans la fonction publique, c'est un geste électoraliste, véritable provocation après six ans de gel. Le point passe de 4,63 € à 4,68€ (+5 centimes), alors que les agents publics ont perdu 18 % de pouvoir d'achat depuis 2000!
- Licenciements facilités dans le privé, précarité, suppressions d'emplois dans le secteur public.
- Les jeunes (taux de chômage de 26%) et les femmes sont les premières victimes de la précarisation et de la déréglementation.
- Empilement de réformes, désorganisation des missions, mobilité forcée, fragilisation des services publics et de la fonction publique.

Pour le retrait du projet de loi sur le Travail !

Pour le renforcement de la Fonction Publique !

Pour une autre politique, porteuse d'espoir et de solidarité !

